

Ghana : "l'homosexualité est intrinséquement désordonnée", selon l'archevêque de Cape Coast (Ghana)

Author : Rédaction Riposte Catholique

Categories : [Église universelle](#), [Points Non Négociables](#)

Date : 2 décembre 2021

Voilà un évêque qui n'a pas peur d'affirmer l'enseignement de l'Eglise catholique - c'est la norme, mais c'est devenu trop rare en Europe en général, et en France en particulier. L'archevêque métropolitain de Cape Coast au Ghana, auditionné par la commission des affaires constitutionnelles et juridiques du parlement du Ghana au sujet du soutien de l'église catholique à la nouvelle loi anti-LGBTQ+ au Ghana a rappelé avec force l'enseignement de l'Eglise quant à l'homosexualité, "*intrinsèquement désordonnée*" et que la population ghanéenne est contre l'homosexualité.

Pour rappel, la loi souhaite durcir les peines de prison existantes contre l'homosexualité (trois ans ferme actuellement, [dix ans dans la loi](#)), interdire la promotion et le financement d'activités LGBTQ+, - autrement dit couper l'herbe sous le pied du lobby du gender, souvent financés par des organismes d'influence (*soft power*) occidentaux, et interdire le travestissement ou les démonstrations publiques d'affection homosexuelle.

L'opposition au projet de loi est attisée aujourd'hui par des organismes et des médias occidentaux (européens et américains), selon l'église pentecôtiste qui est aussi un soutien ardent du projet - les comptes-rendus au sujet de ce projet dans les agences de presse occidentales, notamment l'AFP, se montrent fortement opposés à la loi et donnent la part belle aux opposants divers.

Mgr Charles Gabriel Angela Palmer Buckle a [déclaré](#) : "*la généralité du projet que nous soutenons fortement est que l'activité homosexuelle est intrinséquement désordonnée. Donc, si elle est intrinséquement désordonnée selon nos croyances chrétiennes, islamiques, traditionnelles, etc. donc vous, les législateurs que nous avons élus [...] vous avez la responsabilité d'élaborer le projet de loi de façon à répondre à nos aspirations souveraines. Et je pense que vous et nous ne devons pas fuir cette responsabilité*".